



Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier
et de la Communication CGT

263, rue de Paris - case 426 - 93514 MONTREUIL CEDEX -
Tél. 01 48 18 80 24 Fax 01 48 51 99 07 - 01 48 18 81 52

Site Internet : filpac-cgt.fr

Lettre ouverte à messieurs les patrons, éditeurs, Imprimeurs, et du secteur de la distribution de la presse d'information

Messieurs les patrons, imprimeurs et éditeurs de presse d'information, êtes-vous sûrs d'avoir traité la presse par le bon bout lors de ces états généraux, où vous étiez invités au grand complet par la présidence – à la différence notable des syndicats de salariés ?

Pour la FILPAC CGT, la presse écrite possède un grand avenir pour peu que son offre éditoriale réponde à une demande considérable, perceptible au regard du dynamisme et de la bonne santé de la presse magazine et de l'information en ligne.

Son état réel ne correspond pas à la description catastrophique que vous en faites. Votre diagnostic serait-il établi pour justifier l'urgence d'un traitement de cheval contre l'emploi ?

La « société de l'information », dont l'avènement était annoncé sitôt après la chute du Mur de Berlin, est-elle devenue celle de la crise économique, réplique de celle de 1929 ? En tout cas, la presse y a contracté la maladie économique du libéralisme. Et vous, dans ce contexte, vous menez une campagne anti-CGT, qui a comme fonction de désigner des boucs émissaires à l'opinion pour justifier des suppressions massives d'emplois.

La presse d'information double un cap historique, celui du numérique, moment délicat où elle devrait procéder à une redéfinition dynamique pour occuper une nouvelle place à côté du nouveau média.

Une période inédite donc, mais en avez-vous, chers éditeurs, pris réellement la mesure ?

Le bilan de votre gestion est-il flamboyant au point que vous vous autorisiez d'être péremptoires : il faut, affirmez-vous, 30-40% de baisse des coûts de production. Seriez-vous exonérés, chers concitoyens, de toute démonstration, parce que ce chiffre sort d'une obscure étude de circonstance, griffonnée à la hâte par l'un de vos cabinets d'expertise ?

Il serait incongru, et pour tout dire assez bouffon, que les conclusions des états généraux de la presse vouent l'information écrite au purgatoire libéral, au moment où se développe un krach industriel consécutif au krach financier, accompagné d'une hausse sans précédent du chômage.

Le mot avenir, le concept d'espoir figurent-ils au vocabulaire des états généraux de la presse, ou bien ont-ils cédé la place au charabia économique, passe-partout, applicable à tout du moment qu'il reprend servilement le dogme d'une religion libérale naufragée par la crise ?

C'est l'avenir de la presse d'information générale, papier comme numérique, qui doit déterminer l'espace social qui y est nécessaire. Or cet espace est contesté par l'importation dans la presse d'information de dogmes libéraux usés jusqu'à la corde, dopés par un acharnement thérapeutique d'Etat.

C'est l'avenir de la presse d'information générale qui requiert la défense et l'extension d'un pluralisme et d'une liberté de circulation des opinions mis à mal par les puissants freins que sont les critères de rentabilité au profit des actionnaires.

Nous vous proposons donc, par la présente lettre, de prendre cette question qui nous tient tant à cœur, l'avenir de la presse d'information, par la bonne méthode. Celle de la négociation.

Négocier ? Y êtes-vous prêts, sur un autre ordre du jour que les économies d'effectifs, obsession qui vous habitait pendant les états généraux ?

Voici nos propositions

Nul préalable ne peut être opposé à une démarche globale de négociation, en particulier sur la question salariale.

Une réunion nationale par branche devra se tenir pour adopter un accord de méthode, cadre des négociations nationales, régionales et d'entreprise, concernant tous les salariés, employés, ouvriers, cadres et journalistes.

Cet accord de méthode comportera les principes cadres reposant sur le postulat de base suivant : la presse d'information, tant numérique que papier, ouvrant sur des emplois motivant pérennes et en nombre suffisant.

La FILPAC CGT revendique le principe de protection et de sécurité du contrat de travail et du parcours professionnel. La FILPAC CGT revendique que la rupture du contrat de travail soit rejetée au rang de l'exception. A cet effet, la FILPAC CGT appelle de ses vœux la construction d'une caisse paritaire de la Profession, qui correspond à la définition de la sécurité sociale professionnelle. Son but est d'assurer en toutes circonstances la pérennité du contrat de travail des salariés de la Profession. Cette caisse sera dotée d'un organisme indépendant de contrôle de gestion.

Cette gestion des personnels et des effectifs exclut tout laissé pour compte. Elle repose sur des projets industriels et éditoriaux, tant sur support papier que numérique. Ces projets, incluant la garantie et le développement d'une charge de travail conséquente, éclairent l'avenir pour les trois ans suivants, ainsi que le prévoit la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

La FILPAC CGT revendique la tenue d'une table ronde sur avec les imprimeurs et éditeurs de presse magazine sur l'avenir du secteur. La FILPAC CGT revendique l'élaboration d'un statut de branche et d'entreprise de la distribution, et l'application de la convention collective du portage, qui doit entrer en vigueur au 1er juillet 2009 au plus tard.

La formation professionnelle, reposant sur le recensement des nouveaux métiers utiles à la Profession, devient une question clé. Elle constitue l'outil privilégié d'évolution et de développement des compétences dans le cadre établi par l'Observatoire des métiers de la presse. Pour la FILPAC CGT il ne s'agit pas de choisir entre la formation et l'emploi, mais d'établir une formation au service de l'emploi, dans le cadre des besoins réels. Une grille prenant en compte les nouvelles qualifications dans tous les secteurs devra être élaborée à l'échelon national.

La pénibilité du travail, où qu'elle se trouve, doit être reconnue et prise en compte. Elle doit ouvrir droit à un départ anticipé des salariés concernés, dont le remplacement doit être négocié.

Si après aboutissement de négociations paritaires portant sur une modernisation apparaissent des sureffectifs, ils feront l'objet d'un départ collectivement négocié de salariés volontaires, incluant la garantie d'une couverture sociale jusqu'au moment de faire valoir leur droit à la retraite.

Les syndicats et adhérents de la FILPAC CGT soumettront ces propositions à tous les salariés sans exception et aux organisations syndicales de la Profession.

Voilà, messieurs les éditeurs, patrons et imprimeurs de presse, une méthode civilisée qui fournit le cadre à toutes les modernisations que nous appelons de nos vœux depuis des lustres.

Cette méthode est l'inverse de celle qui entreprendrait de déblayer la question sociale comme préalable à la vraie modernisation.

Cette méthode établit que nul emploi, nulle compétence ne sont interdits à aucun membre du personnel de presse, qu'il n'existe aucun emploi réservé, que les salariés donc ne rentrent pas en concurrence les uns contre les autres.

Messieurs les patrons, nous sommes déjà impatients de recevoir votre réponse !

*Conférence nationale de la Presse FILPAC CGT
Montreuil, le 5 février 2009*